

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU LUNDI 4 JUILLET 2022

Nombre de membres

en exercice : 35

Présents : 21

Représentés : 7

Absents : 7

L'an deux mille vingt-deux, le quatre juillet à vingt heures, le Conseil Municipal de CHILLY-MAZARIN, dûment convoqué par la Maire, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Madame Rafika REZGUI, Maire.

PRÉSENTS : MME REZGUI, Maire, M. LACAMBRE, MME GY, MM. PROPONET, CRUSE, MME GREMION, M. JANUS, MME RICCIARELLI, M. DELIANCOURT, MME LE PALUD, ADJOINTS ; M. SERRES, MMES BOUGE, MICHON, M. SOUSA, MME YENKETRAMDOO, MM. PAUDELEUX, RICCARDI, POLICE, MMES HADJIAT, TERRINE ; M. RODRIGUES, FORMANT LA MAJORITE DES MEMBRES EN EXERCICE.

REPRÉSENTÉS :

MME LOYAU POUVOIR A M. LACAMBRE

MME NAOUM-GHAZIEFF POUVOIR A M. SOUSA

M. HAMONIC POUVOIR A M. JANUS

MME MORIEZ POUVOIR A MME TERRINE

M. BOUKOUNA POUVOIR A MME BOUGE

M. DEBBI POUVOIR A MME GY

M. FERYN POUVOIR A MME MICHON

ABSENTS : MME CINOSI-GIRARD, MM. BOUCHE, RIBEIRO-CAPITAO, MMES LACARRIERE-FARGES, LEANZA, BERNIER, M. LEBAS.

Conformément à l'article L.2121-15 du Code général des collectivités territoriales, il a été procédé à la nomination d'un secrétaire pris au sein du Conseil.

Madame Kenza HADJIAT ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

D220407-16

Conclusion d'un avenant au contrat groupe d'assurance statutaire du Centre Interdépartemental de Gestion de Versailles relatif aux évolutions réglementaires modifiant les obligations statutaires des collectivités territoriales.

N° D220407-16

OBJET : CONCLUSION D'UN AVENANT AU CONTRAT GROUPE D'ASSURANCE STATUTAIRE DU CENTRE INTERDEPARTEMENTAL DE GESTION (CIG) DE VERSAILLES RELATIF AUX EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES MODIFIANT LES OBLIGATIONS STATUTAIRES DES COLLECTIVITES TERRITORIALES.

RAPPORTEUR : DOMINIQUE LACAMBRE

NOTE EXPLICATIVE DE SYNTHESE

Dans le cadre de l'assurance prévoyance, la Commune est couverte au titre des risques financiers découlant de ses obligations statutaires (congé maternité, congé longue maladie, congé longue durée, invalidité, accident de travail, maladies professionnelles et décès) par un contrat groupe signé avec le Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) conformément à l'article 26 de la loi du 26 janvier 1984. Ce contrat a été souscrit par le CIG le 1^{er} janvier 1992 et est remis en concurrence depuis, tous les 4 ans.

La ville de Chilly-Mazarin adhère depuis le 1^{er} janvier 2019 et pour une durée de quatre ans, au contrat d'assurance groupe, conclu par le CIG de Versailles avec SOFAXIS (courtier-gestionnaire) et CNP Assurance (porteur de risques) dans les conditions suivantes :

- Pour les agents CNRACL : taux d'assurance pour les risques Décès, Accident du Travail, Longue Maladie, Longue Durée, Maternité de 4,90 % de la masse salariale assurée (frais du CIG exclus).

Le décret n° 2021-176 du 17 février 2021 a modifié temporairement les modalités de calcul du capital décès servi aux ayants droit de l'agent public décédé entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021, le décret n° 2021-1860 du 27 décembre 2021 a prolongé cette mesure.

Ainsi pour les agents titulaires, le capital décès passe de quatre fois le plafond mensuel de la sécurité sociale à un montant égal à la dernière rémunération brute annuelle (*comprend le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire afférents à l'indice détenu par le fonctionnaire le jour de son décès*).

Le décret n° 2021-846 du 29 juin 2021 a fait évoluer les conditions d'attribution et les durées du congé de maternité, du congé de naissance, du congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption, du congé d'adoption, de paternité et, par transposition des dispositions du code du travail.

Le décret n°2021-1462 du 8 novembre 2021 relatif au temps partiel pour raison thérapeutique dans la fonction publique territoriale autorise maintenant l'octroi d'un temps partiel thérapeutique sans congé pour raisons de santé préalable.

Dans le cadre du contrat de groupe, le conseil d'administration du CIG de Versailles a autorisé son président à signer un avenant au contrat de groupe et tous les éléments en découlant pour la modification du montant et du taux de cotisation pour les collectivités de plus de 30 agents CNRACL qui le souhaitent afin que l'assureur prenne en charge ces évolutions réglementaires.

Ainsi, la collectivité peut choisir d'adapter son contrat par avenant afin que les nouvelles garanties soient accordées rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2022, le taux initial sera alors majoré de 0,13% (taux proratisé sur les mois restants pour 2022).

Le montant de la cotisation SOFAXIS est calculé de façon provisionnelle et un réajustement est effectué en cours d'année par rapport à la déclaration annuelle des bases de l'assurance des agents affiliés à la CNRACL.

Concernant l'année 2022, la base de l'assurance (~~Traitement Brut Indiciaire~~, Nouvelle Bonification Indiciaire et indemnités) prise pour le calcul du montant de l'indemnité est de 7 532 167 € (prise en compte des données de l'année 2021 pour calculer le provisionnel).

La cotisation provisionnelle calculée par rapport au taux de 4,90% de la base de l'assurance s'est élevée à 369 076 €. Avec l'application de la majoration de 0,13%, le surcout estimé est de 9 792 €.

Compte tenu de ce qui précède, le Conseil Municipal est invité à se prononcer sur la délibération suivante.

Le Conseil Municipal, après avoir entendu l'exposé de son rapporteur :

VU le Code général des collectivités territoriales,

VU le Code des Assurances,

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 alinéa 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux,

VU le décret n°2021-846 du 29 juin 2021 relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2021-1462 du 8 novembre 2021 relatif au temps partiel pour raison thérapeutique dans la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2021-1860 du 27 décembre 2021 relatif aux modalités de calcul du capital décès servi aux ayants droit d'un agent public décédé,

VU la délibération du Conseil d'Administration du CIG du 27 mars 2017 approuvant le renouvellement du contrat groupe selon la procédure concurrentielle avec négociation,

VU la délibération du Conseil d'Administration du CIG en date du 28 juin 2018, autorisant le Président du CIG à signer le marché avec le groupement composé de SOFAXIS (courtier-gestionnaire) et CNP Assurances (porteur de risques),

VU la délibération du Conseil Municipal actant l'adhésion de la ville de Chilly-Mazarin au contrat-groupe d'assurance statutaire du personnel du 20 décembre 2018, N°D182012-13 - Assurances « Risques Statutaires » : signature du contrat groupe du Centre Interdépartemental de Gestion (CIG) 2019/2022.

VU la délibération du Conseil d'Administration du CIG du 14 avril 2022 autorisant le Président du CIG à signer l'avenant au contrat groupe et tous les éléments en découlant pour la modification du montant et du taux de cotisation pour les collectivités de plus de 30 agents CNRACL qui le souhaitent, dans le cadre des évolutions réglementaires modifiant les obligations statutaires des collectivités territoriales,

VU les pièces contractuelles du contrat groupe d'assurance statutaire,

VU l'avis de la commission du personnel, administration générale et intercommunalité en date du vendredi 25 juin 2022,

CONSIDERANT la possibilité d'adapter son contrat en adéquation avec les évolutions réglementaires modifiant les obligations statutaires des collectivités territoriales,

CONSIDERANT la proposition de l'assureur de faire majorer le taux de cotisation de 0,13 % de la masse salariale assurée au titre des évolutions réglementaires modifiant les obligations statutaires des collectivités territoriales,

CONSIDERANT que dans le cadre de la conclusion d'un avenant au contrat groupe permettant d'adapter son contrat en adéquation avec les évolutions réglementaires modifiant les obligations réglementaires, le taux de cotisation de la collectivité passera de 4,90 % à 5,03 % avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022,

DELIBERE

ARTICLE 1 : DECIDE d'adapter son contrat en adéquation avec les évolutions réglementaires évoquées ci-avant et **APPROUVE** l'évolution de taux de cotisation y afférente.

ARTICLE 2 : AUTORISE à cette fin Madame la Maire à signer l'avenant s'y rapportant et toutes les pièces utiles à sa mise en œuvre.

ARTICLE 3 : PREND ACTE qu'après signature de l'avenant, la garantie prendra effet rétroactivement à compter du 1^{er} janvier 2022.

Résultat du vote : UNANIMITE

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Suivent les signatures.

Extrait certifié conforme.

Chilly-Mazarin, le 4 juillet 2022



**La Maire,
Rafika REZGUI**